



Fiscalité

Une arme au service des plus riches

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 903

16 décembre 2010

prix: 0,70 €

Programme populaire partagé :



Un projet avec le peuple

■ Programme partagé

En Loire-Atlantique, les communistes lancent de multiples initiatives pour élaborer le programme partagé

P 2

■ Rencontre

L'ambassadeur de Cuba en France reçu par les communistes de Loire-Atlantique

P 3

■ Banque Postale

Les profits grimpent, les salariés trinquent

P 5

■ Indignez-vous !

« c'est tout le socle des conquêtes sociales de la Résistance qui est aujourd'hui remis en cause. »

■ Collèges de Vertou

Roger David pour le maintien des deux collèges



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

L'argent

4589 milliards d'euros d'aides publiques ont été mis à la disposition du secteur financier en Europe depuis 2008 selon les chiffres publiés par la commission européenne. Ces aides recouvrent des injections directes de liquidités dans les banques mais aussi les plans nationaux d'aide. La France a ainsi bénéficié de quelques 351,1 milliards d'euros. **L'argent : oui il y en a mais pour quelle utilisation...** (lire le de vous à moi en bas de page).

Des chiffres révélateurs

Le très officiel conseil des prélèvements obligatoires a dressé le bilan des avantages fiscaux dont bénéficient les entreprises, surtout les grandes. **Les « niches » applicables aux entreprises représentent un manque à gagner pour l'état de 35 milliards d'euros.** Les dispositifs dérogatoires se montent eux à 71,3 milliards d'euros. Côté emploi, ces « niches » n'ont pas montré d'incidences positives sur l'emploi. Un cadeau en somme...

Plus ça va moins ça va

On pouvait penser que la mauvaise popularité de notre Président était le résultat de la puissance du dernier mouvement social sur les retraites et bien non. Depuis quelques semaines le mal empire, le petit prince n'arrête pas de laisser des plumes à chaque enquête pour ne plus avoir que 24% de bonnes intentions. **Le mal gagne même les catégories dites « ancrées à droite »** comme les classes sociales aisées qui enregistrent 66% de mauvaises opinions... N'y aurait-il pas un peu d'eau dans le gaz ?

Réconciliation autour du magot



La réconciliation entre la mère et la fille sur fond de milliards d'euros ne saurait en rien étouffer le dossier politique entre la famille Bettencourt et le pouvoir. Eric Woerth et par ricochet Nicolas Sarkozy **sont toujours soupçonnés de financement illégal de l'UMP** et de manœuvres en vue de fraudes fiscales avec l'éventuelle complicité de l'épouse de l'ancien ministre et trésorier du parti du président. Affaire à suivre...

La guerre des egos

C'est reparti de plus belle. Ségolène Royal est candidate à la candidature avant l'heure si l'on s'en réfère au calendrier annoncé par le parti de la rue de Solferino. En mettant au centre du débat la question de la candidature plutôt que celui sur le projet, la présidente de la région Poitou Charente attise, au sein du parti socialiste, des egos qui n'avaient pas besoin de cela pour exister.

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

« L'avenir de l'Europe est l'affaire des peuples européens », telle est intitulée la pétition mise en ligne par l'Humanité. C'est aussi le sens du combat que va engager le Parti de la Gauche Européenne en relayant, lui aussi, une campagne de pétition contre les politiques d'austérités afin de faire valoir des propositions alternatives à l'étranglement systématique des peuples. Effectivement, il est urgent de trouver d'autres solutions, la crise entamée en 2008 n'est pas terminée, elle est même loin de l'être et **l'affrontement qui nous oppose aux forces de l'argent nous devons le mener sans renoncer** !

Tous les pays de l'Europe sont désormais soumis à une brutale régression sociale. Nos dirigeants, irresponsables vis-à-vis des populations ont mobilisé des milliards pour sauver les banques et les marchés financiers de leurs propres bévues. Ils nous présentent aujourd'hui l'ardoise et l'addition s'avère plutôt salée.

En France, le projet de loi de finances pour 2011 est après la réforme du système de retraite par répartition l'illustration même de l'allégeance de la droite aux politiques d'austérités. Les moyens alloués aux politiques publiques vont être amputés de 7 milliards d'euros au détriment de la satisfaction des besoins. Des dizaines de milliers d'emplois publics vont être supprimés, le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans

la fonction publique va entraîner la suppression de 31400 postes en 2011. Pendant ce temps, les profits s'accumulent. Alors que les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 86% au 1er semestre 2010 soit 41,5 milliards d'euros (à peu près la moitié de l'aide accordée à



l'Irlande) en France le gouvernement, pour la 5^{ème} année consécutive, refuse d'augmenter le SMIC. Quant au chômage il est toujours une véritable plaie en particulier pour les jeunes et les seniors. Notre pays compte 4 millions de chômeurs, près de 200 000 emplois ont été détruits dans l'industrie avec des conséquences terribles pour un département comme le notre. Mais le gouvernement persiste et signe ! Il ne renonce pas aux objectifs de régression sociale qu'il s'est fixé. Fier des résultats du gouvernement Fillon 2, Fillon 3 poursuit et amplifie le mouvement : contre le logement social, l'école, la santé détruisant toujours plus l'état social. C'est aujourd'hui aux forces de progrès de montrer les dents, il est urgent de les arrêter !

« Il est urgent de trouver d'autres solutions »

Un projet pour les échéances à venir

A peine est-on sorti de l'extraordinaire mouvement sur les retraites qui avait vu la gauche vent debout contre la réforme concoctée par le gouvernement, s'accaparant le débat sur le fond et répondant aux interrogations des français, voilà désormais que la politicienne reprend le dessus.

Présidentielle oblige l'œil médiatique focalise sur les prétendants au trône. Alors que les français attendent des réponses quant aux situations difficiles qu'ils peuvent vivre, qu'ils ont porté un certain nombre d'exigences à l'issue des mouvements sociaux de cet automne nous assistons chaque jour à un feuilleton à rebondissement dans lequel s'illustrent éléphants et jeunes lions du parti socialiste. Les

spéculations vont bon train sur le retour supposé de DSK, l'envie ou non de Martine, la détermination de Ségolène. Tout ce petit monde s'écharpe aimablement pendant que la droite continue son travail de casse.

Mais, ce n'est pas l'homme ou la femme providentielle que les français attendent ni même celui ou celle le plus à même d'être interviewé de longues heures par l'acide Michel Drucker.

Il est plus urgent de mettre en débat le projet dont la gauche a besoin et c'est là tout l'engagement dans la construction d'un

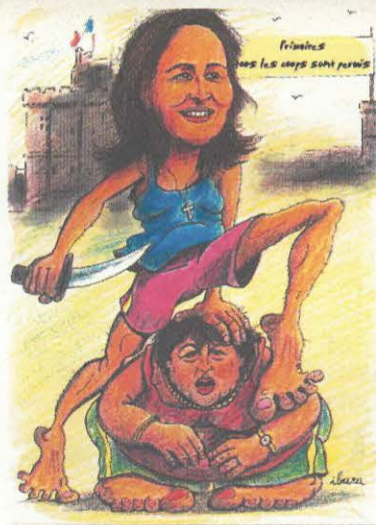
programme partagé. Pour ce faire, le PCF s'adresse à toute la gauche. Comme le déclarait André CHASSAIGNE, « Ne laissons pas croire qu'il y aurait à gauche, d'un côté un chevalier blanc (le Front de gauche) porteur de la pureté révolutionnaire, et de l'autre un chevalier noir (le PS et ses alliés) vendu au capitalisme. » Il faut au contraire emmener « toute la cavalerie dans la bonne direction ».

C'est dans cet état d'esprit que les communistes de Loire-Atlantique veulent aborder les échéances de 2011. Après les dernières mobilisations sur les retraites le dia-

logue s'est poursuivi autour des cantonales et des sénatoriales.

Conformément à la stratégie décidée nationale, les communistes de Loire-Atlantique travaillent à des candidatures dans tous les cantons. Après avoir rencontré l'ensemble des forces de gauche des discussions plus poussées ont été engagées avec le PG et le PS. Elles se poursuivent avec les PS dans le cadre des cantonales et des sénatoriales avec l'objectif historique de faire basculer le sénat à gauche. Le PG malgré la main tendue par les communistes a quant à lui décidé de rompre unilatéralement le dialogue arguant des désaccords sur le développement économique et industriel.

Le travail se poursuit désormais dans les cellules, les sections, avec les syndicalistes, les citoyens, autour d'un projet de progrès pour le département.



De vous à moi...

Une civilisation avec plus en plus de pauvres et, à côté, de plus en plus de riches, très riches même, voilà notre société. En un mot, quelque chose qui ne fonctionne plus, qui marche comme les crabes c'est à dire de travers. Mais plus désastreux encore est cette culpabilisation que « les biens pensants » essaient d'installer auprès de ceux qui sont loin d'être riche et souvent plus près d'être pauvre, c'est à dire vous ou moi. On a vécu ces derniers jours la collecte pour la banque alimentaire dans toutes les grandes surfaces. Comment ne pas humainement répondre, mais comment ne

pas se révolter, dans le même temps, quand ces grandes enseignes font du chiffre ces journées là, se frottent les mains de toute conserve achetée pour la bonne cause, et surtout sans amputer de quelques décimales que se soit leurs fabuleux profits. On a aussi vécu le traditionnel week-end du Téléthon, vedettes du petit écran mobilisées durant 30 heures, enfants malades montrés pour favoriser le don, alors que les laboratoires pharmaceutiques observent sans toucher à leurs magots, que l'état se délecte des promesses de dons sans répondre à ce qui devrait être de

sa responsabilité : la santé publique.

C'est ainsi que 3,3 milliards d'euros sont collectés chaque année dans nos poches, sans que le système ne lève le petit doigt, sauf, il est vrai à organiser ces grandes messes de la solidarité. Bien entendu, **la question de prendre l'argent où il est n'est pas de mise, encore moins celle d'arrêter la misère et la pauvreté, de mettre à disposition de la société les moyens pour la recherche médicale. Ce serait pourtant ça la vraie solidarité nationale...**

Y .C

VITE LU
VITE DIT

Huma Café



Beau succès du café philo

En réunissant 70 participants le 26 novembre, L'Huma-café a montré que les citoyens ont un haut niveau d'exigence. Le philosophe Yvon Quiniou, y présentait son dernier livre : *L'ambition morale de la politique. Changer l'homme ?* (L'Harmattan). **Le capitalisme est intrinsèquement immoral**, déclare d'emblée le philosophe, qui note un retour de la philosophie morale, mais repliée sur les rapports interpersonnels et confondue avec l'éthique. Confusion qu'il combat et son exposé s'attachera à distinguer morale (collective) et éthique (individuelle). Pensée ainsi, la morale commande alors à la politique et lui assigne ses fins, jusqu'à nous mener au communisme.

Une des questions posées dans le public permet au philosophe de préciser que les pays dits du « socialisme réel » n'ont en fait pratiqué qu'une caricature de socialisme.

Initiatives pour un programme partagé

Ce que la gauche devra faire...

Les citoyens ont montré leur exaspération contre cette société injuste que nous construis la droite au jour le jour. Le PCF est décidé à résister avec eux et à mettre en débat un projet pour changer véritablement la société. Construire un tel projet, le mettre en débat en vue des prochaines échéances nationales **c'est faire le pari de la démocratie comme arme de la transformation sociale.**

Etre à l'écoute, mobiliser le plus largement à gauche, c'est le défi que se lancent les communistes à l'heure ou de plus en plus

de citoyens, non seulement ressentent les effets de la crise, mais aussi, entrevoient la logique responsable de tous leurs maux : la logique capitaliste.

Dans toute la France s'organisent des ateliers, des forums ouverts sur des thèmes aussi divers que la démocratie, l'écologie, l'emploi, les « politiques de gauche »...

Des rencontres nationales du projet ont eu lieu à Paris, fin novembre. Elles ont donné lieu à des échanges entre militants politiques, communistes ou non, des syndicalistes, des chercheurs... D'autres initiatives nationales auront lieu partout en France.

En Loire-Atlantique un certain nombre d'initiatives se sont déroulées (A Couëron,

à Saint-Nazaire –voir ci-dessous). Le 15 décembre à Couëron aura lieu une seconde rencontre sur le thème «Quelles solutions politiques à gauche». Le 20 janvier la section Loire et Sèvre mettra en débat le thème des services publics en lien avec l'environnement, le 26 ils lanceront une réflexion sur l'école et la jeunesse. Deux initiatives départementales sont prévues au cours du premier semestre 2011 une sur l'industrie, l'autre sur l'argent... Ce ne sont là que les premières soirées de réflexion, d'autres se mettent en place sur le département pour construire avec le maximum de citoyens un projet populaire et partagé pour la gauche.

Débats pour un programme partagé

Ils étaient 65 le 10 décembre à Saint-Nazaire, studieux et animés d'une même volonté de trouver l'angle qui motiverait les citoyens à se rassembler et porter l'exigence d'une alternative progressiste face au Capitalisme et ses féaux. Ils avaient répondu à l'invitation de la Section de Saint Nazaire, pour construire ensemble un programme partagé au niveau du Front de Gauche et au-delà. S'étaient déplacés Aymeric SEASSAU et Eric CORBEAUX, responsable national du PCF, en charge de l'activité sur les lieux de travail. Des représentants du PG, du POI, de la CGT étaient également présents. Le débat n'a pas eu de temps mort. Après qu'Yvon RENEVOT ait rappelé qu'avec le mouvement formidable sur les retraites, les idées du libéralisme avaient pris du plomb dans l'aile, mais que la perspective restait à construire, les questions et opinions ont fusé. Chacun cherchant le ou les thèmes et positionnements à définir pour intéresser les citoyens qui « regardent ça de loin ». Contrôle des banques, développement industriel et aménagement du territoire, défense des services publics, dynamisation de l'industrie et de l'agriculture, réforme territoriale, lutte contre la pauvreté et écologie, production énergétique, jeunesse, VI^e république, importance de la démocratie et du rapport de forces, ... ces thèmes furent abordés sur 2h30 d'échange intense. Nombre d'intervenants ont insisté sur le fait que si la situation est ouverte, la construction d'une alternative crédible reste à bâtir. Même quand les gens partagent nos propositions, ils ne voient pas la force capable de l'imposer. L'abstention dans les milieux populaires lors des récentes élections partielles, les risques de



vote utile ou par défaut « anti-Sarko », de montée de l'extrême droite, ou de ne rien faire en attendant 2012 existent. Aussi, l'accent fut mis sur la nécessité de construire au plus près des gens, de pratiquer la pédagogie, car on ne peut baser une politique sur du mécontentement, il y a besoin de perspectives. Loin d'un programme de cartel d'organisations, c'est bien avec « un Peuple qui s'en mêle », que nous voulons construire.

Une autre réunion publique s'est tenue à Couëron le 7 décembre dernier. Christian Pelloquet, coordinateur de l'activité du parti sur la ville estime qu'«après l'importance du mouvement social que nous venons de vivre sur les retraites et les échéances électorales à venir [...] nous avons vu durant ces semaines d'action qu'il y avait des interrogations et de l'attente en direction « du politique ». La réunion publique de Couëron interroge selon lui « entre notre volonté compréhensible de demander aux citoyens d'être les auteurs de la construction « d'un programme partagé », et leurs attentes de savoir d'abord ce que nous proposons en tant que parti et communistes ». Comme il l'explique, sur des sujets structurants comme l'aéroport de Notre Dame des Landes ou l'extension du port autonome, « sujet sensible, s'il en est entre les forces de gauche dans le département, les participants sont attentifs à notre position. Ils sont très, très, majoritairement d'accord à partir de l'instant où on leur donne les moyens de leur propre réflexion sur l'aménagement du territoire, l'économie locale et les risques d'une politique de décroissance ». Pour lui, « Il est indispensable que les communistes et leur parti se mobilisent encore d'avantage pour prendre une place incontournable dans la vie politique. Continuer à aller vers les citoyens, même si cela est difficile, être «la» force de propositions et d'actions. Cette rencontre **montre avec évidence que les solutions politiques passeront par notre travail et notre volonté d'un rassemblement de la gauche, avec les citoyens, et non pas d'une partie de la gauche contre une autre partie. C'est le défi qui nous attend** ».

BANQUET de la Fédération

Le banquet de la fédération aura lieu cette année le 11 février 2011 à 19 heures à la carrière de Saint-Herblain. Le Banquet fédéral sera cette année encore un événement important dans la Fédération de Loire atlantique. Moment de convivialité entre les camarades de la fédération et leurs invités ce sera aussi un temps politique fort entre les élections cantonales et les différentes initiatives pour un programme partagé lancé dans le département.

Cette année nous aurons l'honneur de recevoir notre camarade André CHASSAIGNE, député du Puy de Dôme et candidat à la candidature pour 2012.

André CHASSAIGNE 2012



PCF

Viva Cuba !!!

La fédération du Parti Communiste Français de Loire-Atlantique a reçu Orlando Requeijo Gual Ambassadeur de Cuba en France à l'occasion de sa venue à Nantes. Au nom des militants communistes de Loire-Atlantique, Aymeric Seassau a réaffirmé toute l'amitié et toute la solidarité que portent les communistes français au peuple Cubain. Orlando Requeijo avec optimisme a présenté à la cinquantaine de communistes présents à cette rencontre les avancés de la révolution cubaine: « Nous sommes déjà 52 ans après l'arrivée de la révolution et nous continuons malgré toutes les forces contraires, malgré le blocus, malgré la crise, malgré les ouragans, nous continuons pour trouver les bonnes solutions. L'année prochaine nous allons célébrer à Cuba le 50^{ème} anni-

versaire de la première défaite de l'impérialisme en Amérique Latine, la défaite de Playa Gijón (Baie des Cochons) quand les Etats-Unis essayaient de faire échouer la révolution. **50 ans après nous continuons la lutte pour maintenir la démocratie, les acquis sociaux...** ». Les cubains sont d'ailleurs engagés dans l'actualisation du modèle économique et social de leur île à l'occasion du sixième Congrès du Parti Communiste Cubain qui se déroulera en avril prochain. Des changements indispensables pour l'ambassadeur cubain afin « **d'améliorer, de continuer le processus de la révolution et garantir une protection sociale, la santé, le droit au logement, au travail...** ».

Ce "Projet des grandes lignes de la politique économique et sociale" soumis à un débat national rencontre un fort intérêt des cubains dans une région ou après des

décennies de dictature militaires, les gauches arrivent au pouvoir en Amérique Latine. « la situation change en Amérique Latine même s'il y a des gouvernements que l'on ne peut pas classer comme de gauche, il y a une défense des intérêts nationaux, des populations et tout ça veut dire que **la fin de l'histoire n'est pas encore écrite** ».

Pourtant cela fait plus de 50 ans que les Etats-Unis essaient d'écrire la fin de l'histoire révolutionnaire à Cuba « Si l'on fait l'addition de ce qu'a coûté le blocus pendant 50 ans on arrive à un chiffre de près de 750 milliards de dollars cumulé. [...] **C'est le prix à payer pour maintenir l'indépendance, la souveraineté et ce prix nous sommes prêts à le payer** ».

Fort heureusement, l'île peut égale-



ment compter sur le réseau de solidarité contre le blocus ou encore pour la libération des 5 cubains injustement emprisonnés aux Etats-Unis. Solidarité, coopération décentralisée, l'ambassadeur de Cuba voit d'un bon ?il les liens qui se tissent dans notre région avec les associations, les syndicats, les mairies, « **la solidarité est plus forte que jamais et elle doit rester forte** » insiste-t-il.

Le dossier.

FISCALITÉ

Une potion amère !

■ Notre système de prélèvement frappe les plus modestes et de moins en moins les plus fortunés

Ce budget 2011 fait consciencieusement, les poches des foyers modestes et des couches moyennes. L'économie française ne souffre pas de trop de dépenses publiques mais de la multiplication de cadeaux fiscaux aux plus riches appelés « niches fiscales ».

Comment faire croire que le pays traverse des difficultés alors que le patron du n°1 du luxe a gagné 18 millions en une journée grâce à ses stock-options ? On est loin de la moralisation du capitalisme. Ce n'est pas la France qui est en faillite, c'est la politique du gouvernement qui conduit tout droit à l'aggravation de la crise. Les dégrèvements et autres allègements sont devenus aujourd'hui l'essentiel des politiques publiques.

Au total, les niches fiscales et sociales représentent 172 milliards, soit l'équivalent du déficit budgétaire augmenté du déficit du

régime général de la sécurité sociale.

Il faut tout remettre à plat ! Quelle est l'efficacité du crédit-impôt recherche ? Le régime d'intégration des groupes favorise-t-il l'emploi en France ? Les exonérations de charges sociales permettent-elles de lutter contre le chômage et de promouvoir la révolution salariale ? Si tel n'est pas le cas, il faut les remettre en cause.

Le bouclier fiscal représente 142 millions en 2009 mais 678 millions en 2010. Les objectifs n'ayant pas été atteints, il est temps de le supprimer sans condition : coûteux, inefficace, il est une offense à la justice sociale ! La baisse de l'impôt sur les sociétés et la suppression de la taxe professionnelle devraient accroître la compétitivité des entreprises et empêcher les délocalisations. Le but n'est pas atteint. Le chômage a progressé. Comment mettre sur le même plan les artisans et les grands groupes qui arrivent à ne plus payer d'impôts sur les sociétés, ce qui prive l'Etat de milliards de recettes ?

Il faut conduire une revue de détail de notre système fiscal ! Par exemple, relever le taux de cotisation patronale pour financer les retraites ne ferait que rendre au travail les richesses qu'il a pro-

duites. Est-il préférable que notre système privilégie les marchés financiers ou revalorise le SMIC ! Une réforme fiscale permettrait de mieux redistribuer les revenus. Si la justice fiscale est nécessaire, il faut taxer davantage les plus-values d'actifs. **Seul le levier de**

La fiscalité et les prélèvements fiscaux sont aujourd'hui au cœur d'une bataille de classe acharnée sur les enjeux de financements publics.

L'impôt sur le revenu permettrait de réduire les inégalités.

Si les capitalistes souhaitent réduire sans cesse leur contribution au développement collectif, ils raffolent toujours des aides publiques. D'où une politique fiscale qui d'une part contribue à une réduction drastique de la dépense publique fragilisant de plus en plus les services publics et la fonction publique qui en assure les principales missions, et de l'autre des transferts massifs de prélèvements fiscaux des entreprises et des plus riches vers les ménages moyens et modestes. Or, émerge de la feuille de route de l'Elysée au



gouvernement Fillon II, une réforme de la fiscalité avec la suppression du bouclier fiscal et de l'ISF : c'est du gagnant-gagnant pour les riches qui récupèrent 3,5 milliards d'euros, autant de moins dans les caisses de l'Etat. Il y a pourtant un lien établi entre système fiscal et social efficient, socialisation des besoins par la dépense publique et progrès économique et social.

Le choix obsessionnel érigé en dogme de réduire la fiscalité des entreprises, de la fortune et du capital fait monter l'injustice sociale et l'inefficacité économique.

Ils ont dit !

Jean-Claude SANDRIER

Député du Cher



« Je suis intervenu à l'Assemblée Nationale pour faire connaître la proposition de loi des députés Communistes et Républicains en faveur d'une fiscalité juste et efficace.

L'esprit de ce texte vise une réelle justice fiscale et une réelle efficacité économique.

Le texte repose sur 12 points, dont la suppression

du bouclier fiscal, ou encore la création de nouvelles tranches d'impôts sur le revenu en

revoyant le taux d'imposition, ce qui diminuerait l'impôt des plus basses catégories et augmenterait celui des plus riches.

Autre point, l'impôt sur les sociétés de 33,33% est remplacé par une imposition modulable ; avec les différentes exonérations fiscales, **les entreprises du CAC 40 ne paient non pas 33% mais 10% d'impôt sur les sociétés ce qui représente un manque à gagner de 10 milliards au budget de l'Etat.** Le but est donc de modular l'impôt sur les sociétés en fonction de ce que l'entreprise fait de ses bénéfices : l'argent tourné vers les dividendes et la spéculation augmentera leur imposition (malus), alors que l'argent est tourné vers l'investissement,



l'emploi et la formation leur fera profiter d'un bonus sur l'impôt sur les sociétés. Il s'agit donc d'une fiscalité incitative, tout comme l'est la proposition de taxe additionnelle pour

les banques : celles qui feront du fric avec du fric seront sanctionnées par cette taxe, et celles qui choisiront de l'investir dans l'économie réelle, bénéficieront d'une diminution voire d'une suppression de cette taxe additionnelle. **Il s'agit in fine de dégager les solutions propres à empêcher le détournement d'argent vers la spéculation et les paradis fiscaux et dans le même temps d'harmoniser fiscalité et protection sociale dans un sens favorable au peuple Français. »**



■ Austérité pour les familles

« L'impôt sur le revenu est l'impôt le moins injuste compte tenu de sa progressivité (augmentation progressive du taux d'imposition en fonction des revenus) et de la prise en compte d'éléments relatifs à la situation sociale et familiale. Néanmoins, l'existence de nombreuses niches fiscales (défiscalisation immobilière, outre-mer...) financées par

le budget de l'Etat, et donc par la collectivité, profite essentiellement aux détenteurs de revenus plutôt aisés ou très aisés. **De ce fait, l'impôt sur le revenu perd peu à peu son caractère solidaire.** Ce n'est pas un hasard s'il est souvent mis en cause (y compris par ceux qui n'en paient pas pour diverses raisons). Faut-il rappeler qu'un ménage sur deux environ est non imposable ? **Une véritable réforme fiscale reste à mettre en œuvre sur des bases d'équité, de justice sociale et économique et de solidarité, comme le réclame la CGT.»**

Franck MAINGUY

Co-secrétaire du syndicat CGT des Finances Publiques de LA

■ Austérité pour les collectivités

« Fin novembre, devant le congrès des Maires de France, Nicolas Sarkozy enfonce le clou : pour réduire les déficits publics du pays, les Collectivités Locales doivent aussi réduire leurs dépenses : « Expliquez-moi comment on peut sortir la France de la maladie des dépenses et de l'endettement en ne touchant qu'à 35 % de la dépense publique, celle de l'Etat. » **Cela signifie que le Président veut imposer l'austérité aux Collectivités et aux populations.**

Suppression de la TP, gel des dotations de l'Etat, réduction des possibilités pour les élus de voter l'impôt, voilà qui annonce régression de la démocratie locale, des services publics et aggravation de la fiscalité des ménages.

Cette politique ne peut que conduire à aggraver la crise : Régions, Départements et Communes investissent chaque année 75 Milliards d'€ qui contribuent à répondre aux besoins des habitants et maintiennent l'activité de nombreuses entreprises.

Il est urgent de faire triompher d'autres choix comme la taxation des actifs financiers qui rapporterait des dizaines de milliards pour nos territoires.»

Hubert DELAHAIE

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

5,4%

C'est le taux réclamé par les marchés à l'Espagne pour lui prêter de l'argent à dix ans, un taux qui est le double de celui de l'Allemagne (2,6%). Les taux grecs frôlent les 12%, les irlandais dépassent les 9%.

Coupures pour impayés : STOP !

La Fédération Mines et Energie CGT dénonce l'hypocrisie qui consiste à appliquer l'arrêté anti-expulsion, permettant de garder son toit du 1er novembre au 31 mars alors même que l'on coupe l'électricité et le gaz dans ce même laps de temps. « Dans un contexte économique et social toujours marqué par la crise, alors que le plan grand froid niveau 3 est déclenché dans de nombreux départements, des milliers de familles se voient privées d'électricité et de gaz car elles n'ont plus les moyens de payer au prix fort une énergie indispensable. La FNME CGT exige l'arrêt des coupures par les fournisseurs d'électricité et de gaz (EDF, GDF SUEZ, POWEO, Direct énergie, Altergaz...).

Le Sénat rétablit l'AME

Les sénateurs ont supprimé le droit d'entrée de 30 euros par an, institués par les députés, pour bénéficier de la couverture médicale gratuite réservée aux étrangers en situation irrégulière aux faibles ressources. Cette aide médicale d'Etat a bénéficié en 2009 à 215 000 personnes aux ressources inférieures à 634 euros par mois.

25 ans déjà

Il est des anniversaires que l'on souhaiterait ne pas connaître... Année après année, à espérer que nous assisterions à la fin des Restos du Cœur, la « petite idée » lancée par Coluche en 1985 sur Europe 1 a 25 ans... Les Restos maillent aujourd'hui tout le territoire et viennent en aide à plus de 830 000 personnes (+ 20 % en deux ans), tant sur le plan alimentaire qu'en leur donnant les outils de leur autonomie. Ce grâce à un fort réseau de bénévoles: 4 500 au début, 58 000 aujourd'hui. 58 000 qui ne sont pas enfoirés !

Il faut augmenter les salaires

C'est l'expansion du 1er décembre qui le dit ! L'article d'E. LACHYPRE chiffre à « 580 MILLIARDS DE DOLLARS la somme amputée sur la fiche de paie des salariés du monde entier en 2009, au bénéfice des profits des entreprises. Un gros chèque qu'ils auraient normalement dû toucher, compte tenu de leur productivité, si le partage des richesses ne s'était une nouvelle fois déformé au détriment de la masse salariale ». Le journaliste considère qu'au-delà de savoir si c'est choquant, c'est néfaste à la sortie de crise, affaiblit, à terme, le potentiel de croissance et aggrave le fossé entre grands groupes et PME.

Fret : Une décision scandaleuse

Dans le cadre de sa volonté de réduction du fret ferroviaire, la SNCF va faire transporter 20% de son gasoil par la route. Seront ainsi générés 1200 à 1600 trajets camions de plus par an pour transporter 36000 m3 de gasoil par la route... Et cela coûtera notamment 800 000 € supplémentaires pour permettre aux pétroliers de modifier leurs installations pour répondre à l'arrivée de camions pour transporter le gasoil ferroviaire. Plus de pollution, de danger et de coût financier ! Les Administrateurs CGT ont dénoncé un tel gâchis écologique et voté contre ce marché qui consacre, une nouvelle fois, la casse de l'activité Fret SNCF.

La Poste réinvente la banque... et ses pires méthodes



Plus de 50 % au niveau national et plus de 65 % en Loire Atlantique, c'est le nombre de conseillers financiers en grève le 5 octobre dernier. En effet, les responsables de la Poste refusent de répondre aux revendications de salariés dont les conditions de vie au travail ne cessent de se dégrader.

C'est un constat d'échec global sur la stratégie organisationnelle de la profession qui est dénoncé : salaire de base insuffisant, charge de travail insoutenable, non prise en compte du travail réel, non respect du temps de travail, non paiement des dépassements horaires, infantilisation par des méthodes de vente préconisées par l'entreprise.

Tout cela contribue à démobiliser des agents, déjà pénalisés par un effondrement de la rémunération variable 2010. Pourtant la Banque Postale réalise de très bons résultats financiers de la Banque Postale sur le 1er semestre 2010 :

Produit Net Bancaire consolidé : 2 640 millions d'euros (+ 7,6 %)

Résultat net d'exploitation consolidé : 426,7 millions d'euros (+ 39 %)

Résultat net consolidé part du groupe : 379,5 millions d'euros (+ 32 %)

Face au sentiment d'injustice sur leur baisse de rémunération et des résultats en hausse, face à la pression constante pour atteindre leurs objectifs, face à la difficulté du métier dans un contexte économique difficile, beaucoup de conseillers financiers ne pensent qu'à changer de métier au sein de l'entreprise ou à démissionner.

Mais derrière ce malaise des conseillers financiers, se cache une stratégie bien huilée des dirigeants de la Poste: faire de la Banque Postale, une banque comme les autres dont le seul but est la recherche de la rentabilité et du profit au détriment des salariés mais aussi des usagers.

La pression mise sur les conseillers financiers pour placer des produits à forte rentabilité financière sans tenir compte du réel besoin du client va à l'encontre du caractère social que doit assurer la Banque postale.

Inscrite dans la loi de juillet 2008, et réaffirmée lors du changement de statut de la Poste le 1er mars 2010, la mission d'accessibilité bancaire de La Banque Postale pour les clients en situation fragile semble bien loin des préoccupations des dirigeants de la Banque Postale.

Joël COURTOIS

Salaires : Unis, ils ont gagné

Au Groupe BOUYER, depuis des mois, les syndicats alertaient sur les difficultés financières des salariés. En 2010 les augmentations générales octroyées n'atteignent pas l'inflation, une des manœuvres de la direction étant d'intégrer la prime d'ancienneté dans le calcul. Elle arguait en outre, un plan de charge « des plus mauvais ». Lors des NAO débutée en octobre, la revendication initiale était de 4% pour l'ensemble des salariés. Après plusieurs réunions, la direction a continué de camper sur ses positions en minimisant le mécontentement, et prétextant la crise économique. 159 salariés de la production sur 160, avec une détermination inflexible, ont mené la lutte sur les salaires, en refusant des augmentations individuelles et des primes, et sur les conditions de travail. Le conflit a duré du 16 au 22 novembre. La Direction a tout essayé pour ne pas lâcher. Elle a ainsi pris l'option de criminaliser l'action des salariés en assignant 3 délégués au tribunal de grande instance de Nantes, sur le soi-disant blocage de l'entreprise et des biens. Elle n'a réussi qu'à provoquer un tollé des salariés, et a été déboutée de sa demande par le juge. Les salariés n'ont pas lâché, ils ont gagné. La direction a été obligée

d'accorder 2 % au 1er janvier 2011.

Sur les conditions de travail dans les ateliers : les salariés étaient devenus des nomades, changeant de poste plusieurs fois dans la journée, sans aucune contrepartie ni délai de prévenance, et sans aucun respect de la part de la maîtrise. Les salariés ont décidé de ne plus accepter. Là aussi, la détermination a payé. Chaque changement de poste passera par un écrit avec un délai de 48 h 00 et des précisions sur le poste. Le salarié pouvant désormais refuser, en cas de non respect des délais. Des réunions sur les conditions de travail et le respect des salariés commencent actuellement, sur la base d'un calendrier établi conjointement par les élus du CHSCT et l'Inspection du Travail. Des groupes de travail suivront. Ce conflit a permis aux salariés de retrouver l'honneur perdu, de gagner sur les conditions de travail et l'augmentation des salaires. Ce qui s'est passé aux Fonderies BOUYER est possible ailleurs. Cela doit inspirer tous les autres salariés opprimés par des conditions de travail indécentes et donner un élan sans complexe sur les négociations salariales (NAO) !

Claude Gaudin
Secrétaire de la CGT

Encore moins de moyens pour les acteurs de l'insertion !

C'est une bien mauvaise nouvelle, qui a surpris tout le monde début novembre : il n'y aurait plus de budget pour renouveler ou créer des Contrats uniques d'insertion (CUI) dans les associations. Mais de quoi s'agit-il au juste ? Retour au 1er janvier 2010. À cette date, était mis en place au niveau national, un contrat unique d'insertion (CUI), visant à simplifier le dispositif des contrats aidés du plan de cohésion sociale. Un CUI « simple, plus souple et plus équitable », reprenant en les améliorant, les dispositions des CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi) dans le secteur non marchand et le CIE (contrat initiative emploi), était alors vanté par le gouverne-

ment. Le tout était géré par Pôle Emploi, à destination des publics y étant justement inscrits. Jusqu'en octobre, tout allait bien. Mais les préfets de région ont reçu l'ordre d'arrêter le financement des CUI. Ainsi, à travers toute la France, et notamment Bretagne et Pays de la Loire, nombre d'associations voient leurs demandes de contrats ou de renouvellements, retoquées ces dernières semaines. Le 29 novembre, elles étaient devant la Préfecture pour dénoncer le mépris. La gestion catastrophique des enveloppes budgétaires en 2010 par l'État a conduit à une situation ubuesque, renforçant la précarité et la fragilité du salariat dans le secteur associatif. C'est pour-

quoi les associations d'insertion interpellent élus et pouvoirs publics pour la mise en œuvre rapide des moyens nécessaires à la reconduction de l'ensemble des conventions signées en 2010. L'état doit respecter ses engagements ! D'autant que l'avenir s'annonce très incertain pour le secteur de l'insertion. La loi de finances pour 2011 prévoit en effet une baisse du nombre de contrats aidés réservés au secteur non marchand. Ils devraient passer de 400 000 en 2010 à 340 000 en 2011 et 200 000 en 2013. Parallèlement, les missions locales, chargées d'accompagner les jeunes

en difficulté, devraient voir leur budget stagner, alors qu'il était déjà insuffisant et que leur activité est en constante augmentation en raison de la forte hausse du chômage des jeunes. Alors que la crise devrait logiquement amener les pouvoirs publics à augmenter les moyens des acteurs de l'insertion, on peut s'étonner que ce soit exactement l'inverse qui se produise.



Evènements, culture, idées.

Qu'ils s'en aillent tous !

Lecture critique d'un best-seller politique

Ce petit livre, best-seller politique, se lit rapidement, d'une seule traite. Le style en est alerte et vigoureux, le talent de tribun incontestable. Son titre - Qu'ils s'en aillent tous ! - en devient, page après page, le leitmotiv. Un "slogan" qui doit devenir demain, l'auteur en est convaincu, celui de millions de gens. Qu'ils partent donc tous : « les patrons hors de prix, les sorciers du fric, les émigrés fiscaux, les griots du déclinisme, les anti-héros du sport.

Du balai ! Ouste ! De l'air ! ». Et, comme c'est déjà le slogan des Révolutions récentes de l'Amérique latine, ce serait donc également "possible" en France. Populisme ? L'auteur dit "l'assumer".

L'instrument d'un tel coup de torchon devrait être la "Révolution citoyenne". L'orateur dit avoir testé en meeting les formules successives de "révolution par les urnes", puis celle de "révolution démocratique". Mais - à l'applaudissement ? -, c'est finalement celle de "révolution citoyenne" qui l'emporte. « Dans la révolution citoyenne, explique-t-il, la source du pouvoir est dans le peuple », et doit conduire à « un renver-

sement de pouvoir », qui devra être tout à la fois et rien moins qu'« une révolution



des institutions, des rapports sociaux et de la culture dominante ».

Ce livre - "volontairement bref", prévient-il - n'est cependant qu'un "croquis sommaire" sur la façon d'engager cette révolution citoyenne qui sera avant tout républicaine. Sa toute première étape devrait être de "convoquer une Assemblée constituante", pour une refondation républicaine qui appellera tous les Français à s'impliquer personnellement dans la réécriture collective du pacte qui unit Peuple et Nation (p.26). Mais, comme « notre monarque nous indigne (...) c'est surtout la tête qu'il faut changer ». Pour un "bon

régime parlementaire", car « voilà la voie de la dignité civique » (p.33). En guise de 6ème République, n'est-ce pas plutôt la 4ème qui nous est dès lors promise ? Mais au-delà de l'étape inaugurale de la Constituante, l'auteur reste ensuite étonnement muet sur les stratégies et les alliances nécessaires pour lancer le "processus", le faire progresser et aboutir dans une démarche démocratique majoritaire.

Le constat économique et social, chiffré, est plus assuré. Il doit sans doute beaucoup à Jacques Généreux. L'auteur le résume ainsi : « La finance commande en tout et sur tous. Elle domine tous les pouvoirs et toutes les propriétés ? C'est la dictature de l'actionnariat. La valeur au poste de commande est la concurrence libre et non-fauscée. L'idéal de mode de vie est la surconsommation ostentatoire. Des grands rouages économiques aux petites échelles intimes, tout est aligné sur les mêmes normes » (p.137). Ce qui, selon lui, devrait fatalement déboucher sur "notre" nouvelle Nuit du 4 Août !

Ce n'est ici que l'une des nombreuses références à la Révolution de 1789, de Condorcet (p.34) à Saint-Just (p.139), et à l'histoire de l'émancipation. Il

en manque cependant une : celle de la célèbre "Parabole de Saint-Simon" datant de 1819, dans laquelle ce "socialiste utopique" dénonçait lui-même l'ensemble des innombrables parasites de la monarchie restaurée depuis 1815. Mélenchon se voudrait-il, mais sans le dire, le Saint-Simon de notre temps ? Les profiteurs de notre monarchie républicaine d'aujourd'hui ne sont certes pas moins avides et inutiles. Pour autant, suffit-il d'invoquer ainsi les mânes de notre grande Révolution pour qu'ils s'en aillent tous d'eux-mêmes, sans s'accrocher plus longtemps à leurs privilèges ?

Veillons donc à ce que l'histoire ne se répète pas, surtout si ce doit être sous la forme d'une caricature, comme nous en avertissait déjà Marx. L'historien Albert Soboul a bien montré, en son temps, que 1789 était avant tout, « une révolution bourgeoise à soutien populaire ». La lecture de ce livre de J-L Mélenchon ne permet finalement guère de décider comment et dans quelle mesure sa "révolution citoyenne" serait, elle, à l'inverse, populaire à soutien bourgeois.

Jean-Luc Mélenchon, « Qu'ils s'en aillent tous ! Vite, la révolution citoyenne », Flammarion, 2010, 144 p., 10 €

LIRE

Indignons-nous !

Sous la plume alerte de Stéphane Hessel, 93 ans, ancien résistant, diplomate, impliqué dans la rédaction de la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations unies en 1948, ce modeste livre de 32 pages à 3 euros est un grand cri d'indignation et un avertissement. Intérêts privés, pauvreté et écarts de richesse, liberté de

la presse, dictature des marchés financiers... pourquoi admettons-nous aujourd'hui « ce que nous aurions refusé de cautionner si nous avions été les véritables héritiers du Conseil National de la Résistance »

de 1944. Car « c'est tout le socle des conquêtes sociales de la Résistance qui est aujourd'hui remis en cause. »

Il faut résister pour revenir aux fondamentaux : primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, presse indépendante du Pouvoir et des puissances d'argent.

Sous prétexte du fatalisme de la globalisation, « on ose nous dire que l'Etat ne peut plus assurer les coûts de ces mesures citoyennes. Mais comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Sinon parce que le pouvoir de l'argent, tellement combattu par la Résistance, n'a jamais été aussi grand, insolent, égoïste, avec ses propres serviteurs jusque dans les plus hautes sphères de l'Etat ».

Tout justifie donc cet appel vibrant à une "insurrection pacifique" : « contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation de masse, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. »

Une brève lecture d'intense portée, un digne appel à l'indignation. Stéphane Hessel, "Indignez-vous", Indigène Editions, 2010, 32 p., 3 €



VOIR...



Judit Reigl

Judit Reigl est née en Hongrie en 1923. Après des études à l'académie des beaux-arts de Budapest (1941-46) et un voyage d'études en Italie (1946-48), elle émigre en France en 1950.

A travers environ soixante-dix toiles et quelques

œuvres sur papier, toutes les étapes de son itinéraire pictural sont présentées pour la première fois dans cette exposition, depuis les premières peintures surréalistes des années 1950-54 jusqu'à ces dernières années, en rassemblant pour chaque période des peintures marquantes, parfois exceptionnelles.

Les œuvres proviennent de plusieurs collections publiques françaises ainsi que de collections particulières françaises et étrangères et de l'atelier de l'artiste.

Au musée des Beaux-arts jusqu'au 2 janvier 2011 www.museedesbeauxarts.nantes.fr

MÉDIAS

Des intellectuels jugent les médias

Interrogés par la revue Médias des intellectuels s'alarment, dans ce recueil, de l'importance prise par les flux d'information qui nous submergent à une vitesse démultipliée par Internet. A travers leurs doutes et leurs arguments, ils nous invitent à repenser les médias. Concernant la presse écrite, Pierre Nora indique : « je la lis avec d'autant plus d'attention qu'elle va disparaître. Dans cinq ou dix ans, tout ce qui a composé notre univers de paperasse va s'évanouir ». Pour Michel

Onfray, « la presse populaire est la presse de la vie locale. C'est une information honorable, digne mais pas neutre. Son traitement est aussi politique ».

Pour Fernando Savater, « on peut regarder la télé impunément. C'est un média comme un autre. Les gens qui prétendent que la télé abrutit ne disent jamais qu'eux-mêmes sont devenus idiots. Ça n'arrive qu'aux autres ». Il estime par ailleurs qu'« Internet n'éduque pas, et nécessite même une éducation préalable ». Selon Paul Virilio, « plus le monde se "déréalise", plus nous

devenons des êtres virtuels, globalisés, de moins en moins singuliers, donc de plus en



plus en proie au doute. L'émotion est tout ce qui nous reste ». La télé-réalité est une cari-

cature de ce phénomène, « un phénomène radical qui agit jusque sur nos comportements politiques ». Étant soumis « à des stimuli de moins en moins politisés et de plus en plus intimes », cela n'a « plus grand chose à voir avec la démocratie ». Pour réduire et rompre "l'encercllement médiatique", il faudrait "ralentir l'allure", "commencer la décontamination", en s'opposant à la "dictature de l'immédiateté". Sinon, « nous avançons tout doucement vers la barbarie, sans nous en apercevoir ». **Des intellectuels jugent les médias**, Ed. Mordicus, 2010, 110 p., 11,90 €.

près de vous

Collectivités territoriales

Des élus de droite critiques quant à la suppression de la T.P. !!!

Alors que la droite vantait les mérites de la suppression de la taxe professionnelle, taxe jugée imbécile, voilà désormais que des voix s'élèvent dans les rangs de la majorité contre la pertinence et les modalités d'une telle suppression.

Censé profiter à l'industrie elle ne satisfait en fait que les gros investisseurs, sans compter qu'elle participe de l'étranglement financier des collectivités.

En temps de vache maigre, cette suppression devait coûter près de 7 milliards d'euros à l'Etat soit plus du double de ce qui était initialement annoncé.

Région

Schéma national des infrastructures de transport : L'ouest en mal de transport ferroviaire

L'Etat a prévu une enveloppe de 170 milliards d'euro pour développer les équipements de transport, L'élue communiste Gilles Bontemps regrette que la région Ouest soit la grande oubliée au profit de la région parisienne.

Rezé

La lettre des élus communistes

Le groupe communiste de Rezé publie une lettre d'information (voir le précédent numéro), si vous désirez la recevoir contactez Morvan DUPONT : Morvan.DUPONT@mairie-reze.fr

L'invité

■ Quel avenir pour les deux collèges de Vertou

Nous avons été interpellés par le « Comité contre la fermeture du Collège Jean Monnet et pour le maintien de deux collèges publics à Vertou ». Le comité nous a adressé un courrier, car il ne partage pas l'orientation prévoyant l'extension du collège Lucie Aubrac et la fermeture du collège Jean Monnet. La décision de réhabilitation de Jean Monnet a été prise dans le cadre du programme prévisionnel des investissements dans les collèges publics lors de la session de décembre 2006. Cette orientation fut confirmée dans diverses circonstances. C'est le 5 octobre dernier que cette remise en cause est annoncée au grand étonnement des différents partenaires du collège, parents, professeurs, personnels de service. Je passe sur la forme qui pose quand même question, pour m'attarder au fond du dossier. Pour parfaire mes connaissances, **je me suis déplacé à Vertou ou j'ai rencontré une délégation du comité.** Ces personnes m'ont également fait part de leurs incompréhensions et de leurs craintes quant à l'avenir de leurs enfants ou leurs élèves, si cette orientation était confirmée.

Comme cela nous est précisé dans le courrier du comité, le schéma proposé conduirait à scolariser 600 élèves, sur la commune à Lucie Aubrac après une extension de ce collège, au lieu de 935 aujourd'hui sur les deux sites et à déplacer 335 enfants dans différents établissements périphériques. Ces chiffres de la dernière rentrée scolaire sont susceptibles d'évoluer positivement dans les prochaines années, compte tenu des différents projets d'urbanisation de la ville et des communes voisines. La fermeture du collège J.Monnet serait motivée par une baisse des effectifs, alors que la fréquentation des deux collèges a progressé de 23 % de la rentrée 2007 à celle de 2010. Aussi une étude de l'INSEE montre que la population des 11-14 ans va croître de 10% entre 2011 et 2015. **Ramener la capacité d'accueil à 600 élèves dans un seul collège public sur Vertou représenterait un retour en arrière et serait un très beau cadeau aux défenseurs de l'enseignement privé.** Autres chiffres avancés, le coût de la rénovation par rapport à une construction neuve ? Ce type d'opération a déjà été réalisé, et la ville de Vertou se propose de mettre un terrain à la disposition du Conseil général pour réaliser la construction du futur collège, et ceci à proximité de l'actuel. Déplacer les élèves de Vertou ou des communes avoisinantes, dont les parents souhaitent poursuivre la scolarité dans un établissement public, représenterait des coûts supplémentaires, un temps de transport plus long, engendrant fatigue pour les enfants. L'agrandissement du collège Lucie Aubrac tel qu'il est proposé ne résoudrait pas les problèmes de scolarité des enfants de Vertou et des communes limitrophes dont les enfants sont actuellement scolarisés à Vertou. Cette extension détériorerait les conditions de vie des élèves et les conditions de travail des enseignants et personnels de services. Le schéma proposé est rejeté par les acteurs de terrain des deux collèges. D'ailleurs des personnes directement concernés ont exprimé leur mécontentement et leur colère au cours d'un rassemblement regroupant 500 personnes, depuis une pétition a recueilli plus de 2200 signatures. Le Conseil municipal de Vertou à adopté, à une très large majorité, un vœu demandant de revenir sur la décision de fermer le collège Jean Monnet et exprimant son attachement au maintien de deux collèges publics à Vertou. Des Maires des communes voisines se sont également inquiétés de cette orientation.

Compte tenu de tous ces éléments, je pense **qu'il aurait été plus judicieux de reporter la décision du Conseil Général concernant l'extension du collège Lucie Aubrac qui acterait de fait la fermeture du collège Jean Monnet et d'organiser une véritable concertation** avec le comité, et tous les acteurs de la communauté scolaire, les élus, en confrontant les arguments et les chiffres des uns et des autres, chiffres qui manifestement font débat, que ce soit les effectifs ou les coûts des solutions proposés.



Roger David
Conseiller Général
du canton de Montoir-de-Bretagne

L'activité

■ Saint-Joachim

Non aux baisses des dépenses d'intervention de l'Etat

Sur proposition du groupe communiste de St-Joachim, le conseil municipal a adopté un vœu d'énonçant la baisse sur trois ans de 10% des dépenses d'intervention de l'Etat. Des dépenses de l'Etat qui s'élèvent à un total de 67 milliards d'euros et qui comprennent « des dépenses sociales affectées pour alléger les difficultés des familles populaires, vivant des situations difficiles, frappées par la crise ou un handicap » comme les APL ou encore le RSA. Ils dénoncent aussi le fait que le fait que l'allocation logement ne soit plus versée lorsque son montant est inférieur à 15 euros par mois. **« Demain, insistent-ils dans le vœu, avec une nouvelle baisse de 10%, le gouvernement au nom de la rigueur, décide d'étrangler un peu plus les personnes pauvres ».** Dans un contexte où certaines familles peinent à payer leur loyer cette décision leur paraît inique. Il demandent donc dans ce vœu : Un gel des loyers et des charges dans les secteurs privé et public, **une revalorisation de 25% des APL** et son versement intégral à tous les assujettis y compris pour un montant inférieur à 15 euros, **l'abrogation de la pratique barbare des expulsions locatives, l'abrogation de la loi Boutin** et enfin, **la construction d'un service public du logement de l'habitat et de la ville** avec un pôle public bancaire et financier, appuyé sur la Caisse des dépôts et consignations pour financer le logement social.

■ Trignac

Un trophée pour la ville

Le 7 décembre dernier Sabine MAHE, maire de Trignac, s'est rendue au Sénat pour recevoir le 5ème trophée du public des entrées de ville.

Ce trophée récompense la photo de Pauline Dilé, étudiante en architecture qui met en valeur la nouvelle passerelle sur La RN 171. Passerelle qui pour Sabine Mahé est l'« **expression du savoir faire industriel et, est symbolique de la Brière et des poteaux de clôture de nos prairie** »

Un prix et une photo qui, comme l'assure la Maire, vont contribuer à « faire connaître la ville située entre la Brière et l'Estuaire de la Loire.



J-15
DERNIERS JOURS
POUR BÉNÉFICIER DE
LA PRIME À LA CASSE

Votre ancienne voiture vaut encore jusqu'à 6500 €*



* Offres réservées aux particuliers. Photos non contractuelles. Valables jusqu'au 31/12/2010. Voir conditions en concession, sous réserve d'une reprise d'un véhicule de plus de 8 ans.

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
Concessionnaire
380, route de la Côte d'Amour - Océanis
☎ 02 40 17 20 20 ST-NAZAIRE
www.promocar.fr

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Nantes

Vendredi 17 décembre :
Banquet de la section, salle de la Madeleine à partir de 19H00.

Fédération

Jeudi 23 décembre et Jeudi 30 décembre :
Dégustation et Vente de vins et Huîtres (sur commande) de 10H00 à 12H00 à la fédération.

Assemblée des animateurs de section

Samedi 8 janvier :
Initiative nationale en direction des secrétaires de section à Villejuif.

Fédération

Mardi 11 janvier :
Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la Fédération.

Hommage à Jean Ferrat



Salle comble le samedi 11 décembre pour l'hommage rendu à Jean Ferrat par la section Loire et Sèvre du PCF. 250 personnes s'étaient déplacées à Vallet pour réécouter une des grandes figures de la Chanson française. Charlène, Hélène et Jean Coupé ont ravi les participants par la qualité de leurs interprétations au chant, au piano et à la flûte de chansons comme « Ma France », « La montagne », « la femme est l'avenir de l'Homme » ou encore « Camarades ». Une initiative réussie qui fait vivre la mémoire d'un chanteur engagé, d'un compositeur



remarquable et d'un auteur poète. Après plusieurs mois de préparation, le spectacle a tenu toutes ses promesses et les militants communistes de Loire et Sèvre ont beaucoup travaillé à l'organisation et à la popularisation de la soirée jusqu'à ne pouvoir accepter près de 100 inscriptions faute de place dans la salle. Cette soirée conviviale comptera certainement parmi les plus beaux hommages rendus à Jean Ferrat dans le département.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Mireille PERNOT
Yann VINCE



Vite lu...

Nécrologie

Notre camarade Marcel CHAUVIN de la section St Herblain Gesvre et Cens nous a quitté après plusieurs années de maladie. Très jeune il était déjà **militant politique très engagé et très actif**, à cette époque, il s'était beaucoup battu contre la guerre d'Algérie. **Ouvrier communiste à la fonderie Huard de Châteaubriant**, il était combatif pour les salaires et pour l'amélioration des conditions de travail dans cette entreprise. **Il a ensuite travaillé aux chantiers navals Dubigeon à Nantes** où il a organisé les distributions du journal de la cellule communiste notamment lorsqu'il s'agissait de lutter contre la fermeture du chantier. Il était aussi présent dans son quartier pour défendre les locataires, faire le porte à porte, faire le lien entre les militants communistes. **Elu communiste à St Herblain de 1983 à 1989**, il était soucieux de la prise en compte des exigences exprimées par les gens. Son dévouement au Parti communiste lui a valu de recevoir au banquet départemental de 2006, la médaille du **meilleur diffuseur de l'Humanité**. L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique présente à sa femme Arlette et à tous ses proches ses plus sincères condoléances.



17ème Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants, organisé par la FMJD (Fédération Mondiale

«ce régime disposait pourtant du soutien de la plupart des gouvernements occidentaux et de toutes les entreprises intéressées par les ressources du pays»

de la Jeunesse Démocratique). Cette formation est une chance inouïe pour nous, jeunes communistes qui

avons eu l'occasion de partir, et de rencontrer ainsi d'autres jeunes des quatre coins du globe au cours de débats, de conférences, et même d'activités sportives !

C'est pour nous un honneur de participer à cet événement, qui plus est en Afrique du Sud, pays que le **MJCF connaît bien puisqu'il a mené une grande campagne contre l'apartheid et pour la libération de Nelson Mandela** (Ex-dirigeant de l'ANC). En 1964, Nelson Mandela était emprisonné par les dirigeants d'un régime prônant ouvertement la ségrégation. Abject et criminel, ce régime disposait pourtant du soutien de la plupart des gouvernements occidentaux et de toutes les entreprises intéressées par les ressources du pays.

Les jeunes communistes réclamaient alors la fin de ce régime de honte. Cette lutte, on le sait, n'aura pas été

vaine : elle a contribué à créer le rapport de forces nécessaires pour affaiblir les soutiens gouvernementaux de ce régime criminel et a mené, à terme, à la disparition du régime. Si la JC se battait tant contre l'apartheid, c'est, bien sûr, par vocation internationaliste, vocation que nous perpétons avec notre présence au festival.

A notre retour, nous nous efforcerons de transmettre ce que nous aurons appris à tous les Jeunes Communistes de Loire-Atlantique ainsi qu'à toutes les personnes qui seront intéressées par ce retour d'expérience.



Par **Pauline FLEURIMONT** et **Pierre VANSTEENE**

Comme vous le savez probablement, depuis le 11 décembre et jusqu'au 23, nous sommes deux jeunes communistes en délégation en Afrique du sud, à Johannesburg, à l'occasion du

